

mier; en août 1932, le fermier reçoit pour ses produits 9 p.c. de moins qu'en 1914; par contre, il paye les produits industriels 43 p.c. de plus;

d) les **frais élevés** de vente, de manutention, et de distribution des produits agricoles imposés par les intermédiaires, le coût plus élevé des frais de transport et des baux de fermage, et les charges hypothécaires qui écrasent le petit paysan. 25 p.c. des fermes sont hypothéquées de plus de la moitié de leur valeur : 800.000 fermiers ont été saisis en 1932.

Cependant l'Europe rétablit sa production de blé au niveau de 1913 et même la dépasse au moyen de l'intensification des cultures, de l'augmentation des terres emblavées et cela grâce à la politique protectionniste et des contingentements.

Aux Etats-Unis, le Gouvernement finance les stocks, favorisant le maintien des prix artificiels et encourageant la production. Les stocks mondiaux augmentent au 31 juillet 1932 de 163 p.c. sur juillet 1926; par contre, la consommation intérieure décroît fortement par suite de l'intensification du chômage et de l'effondrement du pouvoir d'achat des masses. C'est la chute des prix : sur le marché mondial les prix tombent au-dessous du prix de revient; en août 1931, le boisseau de blé se vend à Chicago à 48 cents, prix le plus bas enregistré depuis 25 ans; si on déduit tous les frais, il reste au paysan américain 20 cents par boisseau pour le blé d'hiver, lui permettant d'acheter tout juste 2 paquets de cigarettes. Le blé « Northern N° 1 » lui rapporte 16 cents et demi et le « N° 3 », 8 cents; en juillet 1932, le prix du blé de la meilleure qualité est de 59 cents.

3. — LE COMMERCE EXTERIEUR.

L'année 1932 marque une formidable régression sur 1929, atteignant, pour les importations, 70 p.c. (26 p.c. sur 1913). Les exportations baissent de 70 p.c. (35 p.c. sur 1913). En tenant compte de la baisse des prix, la régression du commerce total est de 52 p.c. sur 1929, et tombe en réalité au niveau de 1905-1910. La balance favorable se réduit de plus en plus : le pourcentage de la valeur des exportations, par rapport aux importations, tombe de 125,5 en 1930 à 72,3 en avril 1933, en 1913, il était de 138,5. La part des Etats-Unis, dans le commerce mondial, qui était de 15,4 en 1928 n'est plus que de 12,4 en 1932. Par contre, la part de l'Angleterre passe de 14,8 à 15,4, reconquérant ainsi la première place grâce à l'abandon de l'étalon-or en 1931 et à l'accord d'Ottawa. La part des exportations des Etats-Unis, dans le commerce mondial, en 1928 était de 17,7 p.c., elle est de 14,7 p.c. en 1932. L'Angleterre, de 12,4 p.c. ne recule qu'à 11,8 p.c. Pour l'Amérique, les conditions de lutte pour les débouchés s'aggravent; elle s'efforce d'améliorer sa position sur les marchés sud-américains : Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Bolivie, Mexique, Cuba et d'y supplanter l'Angleterre, par sa puissance financière. Les placements des U. S. A. en Amérique du Sud équivalent à peu près ses placements en Europe et se dirigent surtout vers l'Argentine où ils s'effectuent principalement dans les entreprises privées et les services publics.

Afin de parer à l'approfondissement de son déficit commercial, le capital américain accentue sa politique protectionniste. Les tarifs sont relevés dans des proportions telles qu'en dépit de la baisse sensible des recettes douanières, le coefficient de protection passe de 13,8 en 1929 à 20,4 en 1932.

L'effondrement de toute l'activité économique se traduit par une misère croissante de la classe ouvrière. L'organisation de l'assurance-chômage est inexistante; les chômeurs dépendent de la charité privée (Armée du Salut) et leur nombre peut être estimé à fin 1932 approximativement à 15 millions. New-York seul en compte 1.600.000. Le pourcentage des ouvriers occupés, si l'on prend 100 comme base pour 1923-1925, est, en décembre 1929 pour toutes les industries, de 101,1 et en mars 1933, de 56,7. Dans l'industrie automobile, ces pourcentages sont respectivement de 114,3 et de 43,9. Le revenu annuel des fermiers, de 12 milliards de dollars en 1929, descend à 5 milliards en 1932; leurs dettes s'élèvent à 15 milliards de dollars. En 1932, on a relevé plus de 3 000 faillites par mois. Le passif global des entreprises ayant fait faillite en 1931 s'élève à près de 2 milliards et demi de dollars, soit à l'époque, 64 milliards de francs français.

La fortune nationale qui atteignait, fin 1929, 362 milliards de dollars, soit 3,000 dollars par habitant, n'est plus que de 247 milliards à fin 1932 ou 2,000 dollars par habitant.

La situation des finances publiques reflète évidemment la déconfiture générale. La dette publique intérieure atteint plus de 21 milliards de dollars à fin 1932, ce qui représente environ 10 p.c. de la fortune nationale.

Les créances de guerre sur l'Europe constituent un facteur important du budget américain. A fin décembre 1932, la dette totale encore recouvrable sur l'Europe se monte à plus de 20 milliards de dollars, soit au pair : 522 milliards de francs français. La quote-part de l'Angleterre est de 48 p.c.; de la France, 31 p.c.; de l'Italie, 12 p.c. et de la Belgique, 3,5 p.c. Le moratoire Hoover (été 1931) ayant suspendu les paiements de l'Allemagne et la question des réparations ayant été liquidée en été 1932 (Lausanne), les débiteurs européens ne peuvent plus acquitter leurs dettes envers l'Amérique en se rattrapant sur l'Allemagne. D'autre part, la baisse mondiale des prix a alourdi le poids relatif des dettes qui, de plus en plus difficilement, peuvent s'acquitter en marchandises. La carence de l'Europe, facilitée par le protectionnisme effréné des Etats-Unis (droits Hoover), se greffe sur la crise de la production et des échanges et place les Etats-Unis devant de redoutables difficultés.

LES PALLIATIFS DE HOOVER

Dans sa tentative d'opérer un redressement du capitalisme, Hoover adopte un programme composé de trois facteurs essentiels : la **protection du marché intérieur par l'établissement d'un tarif de droits**; le **maintien de l'étalon-or**; l'**extension des crédits**.

A la suite du krach bancaire de 1929, signal de la crise générale, un courant pousse toutes les valeurs (titres, créances, dépôts, marchandises) vers l'effondrement, leur amputation partielle ou même leur destruction totale. Hoover essaye d'endiguer le désastre menaçant. Il développe la politique « d'argent facile », des crédits largement accordés.

Ici, indiquons succinctement le fonctionnement de l'appareil bancaire américain dont l'armature est déterminée par le **Système des Réserves Fédérales** se composant :

1° Des Banques Fédérales (d'émission) qui n'ont pas de rapport direct avec le public.

2° Des Banques Nationales et des Banques d'Etat, dites Commerciales, affiliées au Système Fédéral et qui, seules, traitent directement avec le public. Elles doivent couvrir les dépôts de leur clientèle en confiant un certain pourcentage de ces dépôts (Réserves) aux Banques Fédérales. Plus ces réserves sont élevées, plus importants sont les crédits dont les Banques Commerciales disposent en faveur de leurs clients.

Hoover, par voie législative, accroît leurs facilités légales de réescompte auprès des Banques Fédérales en autorisant celles-ci à accepter certaines valeurs comme les obligations d'Etats, jusque là exclues. Remarquons cependant que ces facilités nouvelles ne donnent pas la possibilité aux Banques Fédérales d'imposer aux Banques affiliées un accroissement des crédits privés. Ce facteur est l'origine du conflit entre l'appareil bancaire et le Gouvernement; conflit latent sous l'administration d'Hoover, ouvert et s'amplifiant avec Roosevelt.

Hoover étend le mouvement d'élargissement des crédits en créant la **Reconstruction Finance Corporation**, qui accorde son appui aux Banques, aux Entreprises Industrielles et Commerciales, aux Fermiers; ces derniers obtiennent, par le financement de leurs stocks de blé et de coton, le **maintien artificiel des prix**.

La politique « généreuse » des crédits ne réussit pas à ranimer la production! Les actifs bancaires restent « gelés » et continuent à se déprécier. La réaction des déposants, menaçant d'éroulement toute l'armature financière, aboutit au krach bancaire de février 1933.